

Evaluation législative: progrès importants

Sous le titre „Evaluation de la loi“ le Conseil du Ministres français a publié, le 18 juillet 1997, un communiqué de presse relatif à l'évaluation législative en France. Les mesures décidées par le gouvernement français méritent notre attention.

Le Conseil des Ministres a approuvé un certain nombre de mesures concernant l'évaluation des lois.

Ces dernières années, le citoyen est confronté à une inflation de la réglementation. Ceci risquerait de remettre en question l'adage „nul n'est censé ignorer la loi“.

En outre, cette présomption de connaissance des règles de droit suppose une accessibilité, une clarté et une cohérence de la réglementation. La qualité de la réglementation est également importante afin de garantir une connaissance et par conséquent une application correcte. Une réglementation qualitative, signifie notamment une réglementation claire, cohérente et adaptée aux circonstances sociales modifiées.

Pour garantir la qualité de la réglementation, une évaluation régulière et institutionnalisée de la loi est nécessaire. A cet égard, une distinction est à faire entre l'évaluation a priori et a posteriori:

1. A priori

Le Conseil des Ministres a marqué son accord en ce qui concerne la création d'un comité de rédaction et d'une commission en vue d'adapter et d'étendre le „Traité de Légistique formelle“. Les deux institutions sont respectivement chargées de la rédaction d'un projet de texte et de sa finalisation. Elles regroupent toutes les deux des spécialistes en la matière.

Dans ce „Traité“, un certain nombre de règles et de formules sont élaborées en vue d’apporter une plus grande uniformité et une meilleure cohérence au niveau de la technique législative. Pour plus d’uniformité et de rigueur juridique, on peut s’inspirer de ce traité de légistique lors de la mise au point d’avant-projets de loi ou de décret ou encore de projets d’arrêté royal.

2. A posteriori

Le Conseil des Ministres a également marqué son accord sur l’avant-projet de loi instituant une procédure d’évaluation de la législation.

Dans le cadre de la nécessité d’adapter la législation aux circonstances sociales et du besoin d’une législation cohérente, on prévoit une procédure pour la mise au point systématique de certaines lois. Il s’agit de lois qui aujourd’hui s’avèrent contradictoires, inadaptées ou désuètes. L’avant-projet de loi est dominé par les principes suivants:

- l’évaluation de la législation s’opère sur la base de rapports (publics) établis tous les deux ans, respectivement et alternativement par le procureur général près la Cour de cassation et par le Conseil d’Etat;
- ces rapports sont transmis à la Chambre des Représentants, au Sénat et au gouvernement fédéral; Ce dernier transmet ses observations au Sénat;
- le Sénat est chargé de l’évaluation de la législation. Il dépose chaque année un rapport sur l’état de ses travaux.

Le Conseil des Ministres a encore marqué son accord sur deux avant-projets de loi dans le cadre de l’évaluation législative a posteriori. Il s’agit de deux exemples d’une législation manifestement désuète, qui devait donc être abrogée. En effet, un avant-projet de loi abroge certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1923 sur la protection des pigeons militaires et la répression de l’emploi des pigeons pour l’espionnage et l’autre supprime la commission de recours relative à la délivrance des passeports.

C'est ainsi que, dans la „loi sur les Pigeons“ de 1923, les dispositions suivantes sont abrogées:

- le comptage des pigeons voyageurs par l'autorité militaire;
- l'enregistrement des colombiers et de leurs détenteurs par l'administration communale;
- l'accompagnement de tout transport hors du pays de pigeons voyageurs par un certificat émanant de la Fédération colombophile;
- la remise aux autorités militaires des pigeons portant des marques militaires ou des marques de propriétaires de pays étrangers.

Chaque fois, il s'agit de dispositions qui n'ont plus guère de sens et qui, depuis longtemps, ne sont plus - ou très rarement - appliquées.

Deuxième exemple: la loi de 1974 relative à la délivrance des passeports prévoyait la création d'une commission spéciale chargée d'examiner les recours introduits contre les décisions du Ministre des Affaires étrangères visant à retirer un passeport, à refuser de refuser, de proposer ou de renouveler un passeport ou à limiter la validité dans le temps et l'espace. Cette commission n'a jamais été effectivement installée. Il convient donc d'abroger les articles qui la concernent.

3. Codification

Le Conseil des Ministres a pris acte de la mission que la Ministre de l'Intérieur a confiée le bureau de coordination du Conseil d'Etat l'élaborer un projet d'arrêté royal portant coordination et codification des différentes législations sur les opérations électorales.

Cette initiative a pour but d'exécuter la loi du 18 février 1994 habilitant le Roi à codifier les dispositions relatives à l'organisation des opérations électorales. On pourra s'occuper de la lisibilité et l'intelligibilité des diverses lois concernées et éliminer les lacunes et contradictions éventuelles.

Veranstaltungskalender - Calendrier - Calendario - Chalender

1. Murtener Gesetzgebungsseminare

Die Seminare sollen den Teilnehmerinnen und Teilnehmern durch Referate, Erfahrungsaustausch und Gruppenarbeiten Kenntnisse vermitteln über praktische Methoden für die Erarbeitung von Gesetzen, über die sprachlich einfache und adressatengerechte Formulierung von Erlassen und über den Aufbau und die Systematik von Erlassen.

Seminarleitung:

*Prof. Dr. Thomas Fleiner-Gerster, Institut für Föderalismus, Freiburg
(026 / 300 81 25, Fax 026 / 300 97 24)*

*Dr. h.c. Werner Hauck, Schweizerische Bundeskanzlei, Bern
(031 / 324 11 08, Fax 031 / 324 11 02)*

Information und Anmeldung: Frau Krista Tschangisi, Institut für Föderalismus, Freiburg (026 / 300'81'27, Fax 026 / 300'97'24)

Seminar I

Thema: Allgemeine Fragen der Gesetzgebung
Datum: Mittwoch, 11. November - Freitag, 13. November 1998
Ort: Murten, Hotel "Weisses Kreuz"
Referate: Lidija Basta
Verfassungs- und gesetzgebende Gewalt
Thomas Fleiner
Wie schreibt man einfache Gesetze?
Normtypen und Gesetzmässigkeit der Gesetzessprache
Gesetzgebung im Jahr 2001
Peter Gauch
„Vertrag als Gesetz der Parteien“: Bemerkung zu Doktrin und Praxis
Werner Hauck
Einfache Gesetzessprache. Nicht nur ein Sprachproblem

2. Séminaires de méthode législative

Ces séminaires ont pour but de familiariser les participantes et participants avec la démarche méthodique en matière d'élaboration d'actes législatifs. Ils les amènent à s'interroger sur leur propre pratique et leur offrent la possibilité d'appliquer les méthodes et techniques proposées dans le cadre d'exercices pratiques. Les séminaires ne s'adressent pas seulement aux juristes. Ils sont ouverts à toutes les personnes qui s'intéressent aux problèmes posés par la préparation d'actes législatifs.

Direction des séminaires:

Jean-Daniel Delley, Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives, Faculté de droit, Université de Genève, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, tél. 022/ 705 85 34.

Renseignements et inscriptions:

Madame D. Ntarataze, Département de droit constitutionnel, Faculté de droit, UNI MAIL, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, tél. 022 / 705 85 20/23, fax. 022 / 705 85 36.

Session introductive

Aura lieu du 4 au 6 novembre 1998, à Montreux

Cette session est destinée à donner une introduction à la démarche méthodique en matière d'élaboration d'actes législatifs. Comment procéder pour analyser et définir le problème à résoudre, pour déterminer les objectifs de l'action législative et pour choisir les instruments adéquats?

3. Certificat de Formation continue en Legistique

Cet enseignement est dispensé à distance; les participants et les enseignants communiquent et interagissent par le biais du réseau informatique Internet et d'un logiciel collaboratif.

Durée: 2 ans à partir du 15 septembre 1998

Frais d'inscription: SFR. 1000.-- par année

But

Se familiariser avec une démarche de caractère méthodique et avec des techniques qui permettent d'optimiser la qualité des projets législatifs.

Contenu

L'enseignement aborde les thèmes suivants:

- légistique matérielle (analyse du problème, établissement des objectifs, choix des moyens)
- évaluation prospective et rétrospective
- légistique formelle (structuration et rédaction de textes)
- management et modélisation de projets.

Destinataires

- Fonctionnaires impliqués dans la conception de politiques publiques ou la rédaction de textes législatifs
- Diplômés universitaires désireux de compléter leur formation

Conditions d'admission

- Etre titulaire d'une licence universitaire ou d'une formation jugée équivalente
- Maîtriser la langue française
- Disposer d'un matériel informatique performant relié au réseau Internet

Direction

J.-D. Delley, maître d'enseignement et de recherche, faculté de droit, Université de Genève.

Certification

Le certificat est délivré par le Centre d'étude de technique et d'évaluation législatives de la Faculté de droit aux participants ayant obtenu les crédits nécessaires. L'obtention des crédits est subordonnée à la réussite de travaux pratiques.

Renseignements:

M. Marc Maugué, CETEL/UNI MAIL, 102 Bd Carl Vogt, 1211 Genève 4, Tél: +41.22.705.86.04, Fax: +41.22.705.84.14, Cefoleg@droit.unige.ch.

Inscriptions:

Jusqu'au 31 janvier 1998 auprès de Mme Daphrose Ntarataze, Département de droit constitutionnel, Faculté de droit / UNI MAIL, 102 Bd. Carl Vogt, 1211 Genève 4, Tél: +41.22.705.85.20/22/23, Fax: +41.22.705.85.36 Daphrose.Ntarataze@droit.unige.ch.

4. International Legislative Drafting Institute, New Orleans

The Public Law Center, ein Gemeinschaftsinstitut der Tulane und Loyola Universitäten in New Orleans unter der Leitung von Prof. David Marcello, führt seit 1995 bereits zum vierten Mal einen internationalen Gesetzgebungskurs durch. Dieser findet statt in der Zeit vom 15. - 26. Juni 1998.

Informationen sind erhältlich bei Hans Georg Nussbaum, Bundesamt für Justiz, Tel 031 / 322 41 44 oder direkt bei

The Public Law Center, 6329 Freret Street, Suite 351, New Orleans, Louisiana 70118, Tel. (504) 862-88 50, Fax (504) 862-88 51, E-Mail: tplc@law.tulane.edu.

Internet: <http://law.tulane.edu/ildi/internet.htm>

5. Las linguas minoritaras en context: standardisaziun e diversidad

Tematica dal colloqui

Quest colloqui vul stimular analisas e reflexiuns davart las differentas dimensiuns che caracteriseschan ils contexts, en ils quals ins discorra, utilisescha ed instruescha linguas minoritaras. Tegnend quint da la situaziun svizra, ma era d'autras situaziuns sumegliantas e cumparegliablas, sa tracti da describer quests contexts e da discutir ils concepts ed ils instruments che permettian da chapir quels.

Tema 1: Standardisaziun da linguas minoritaras

Ils projects da standardisaziun linguistica d'ina lingua minoritara èn confrontads a medem temp cun las exigenzas da la planificaziun e da la politica linguistica e cun dinamicas che fan part da l'"ecologia" da la lingua, vul dir cun dimensiuns socio-culturalas vividas ed affectivas. Projects da standardisaziun, modernisaziun, elavuraziun ed amplificaziun linguistica dumondan en pli decisiuns concernent las funcziuns ed ils dievers da la lingua minoritara.

Tema 2: Linguas minoritaras e linguas maioritaras: coexistenzas, relaziuns e maschaidas

Spezialmain en spazis urbans sviluppan ils dievers plurilings novas modas da contact e d'ibridaziun tranter las diversas linguas minoritaras e tranter linguas minoritaras e maioritaras. Questas furmas da coesistenza permettian da discutir e schlargiar il status e la categoria da „lingua minoritara“.

Tema 3: Las linguas minoritaras en scola

La scola è in lieu nua che la dumonda da l'integraziun da las linguas minoritaras daventa actuala sin il plaun instituziunal cun sviluppar per exempel ils plans d'instrucziun, e sin il plaun dal diever en la vita sociala da mintgadi, per exempel en la moda e maniera co communitgar en classa. En quest senn è la scola in labor interessant per experimentar svilups da linguas minoritaras.

- Lieu: Sala dal Cussegl grond, Cuir
Datas: Glindesdi 21 settember - Mesemda 23 settember 1998
Alloschi: annunzias al biro da turissem da Cuir
Referents: Florian Coulmas (Tokyo)
Standardisaziun da las linguas minoritaras
Bernard Poche (Grenoble), Christopher Candlin (Sydney)
Linguas minoritaras e linguas maioritaras: coexistenzas et maschaidas
Mehandra Verma (York)
Las minoritads en scola
- Custs da la dieta Fr. 70.-- student
 Fr. 110.-- commembers VALS
 Fr. 130.-- na-commembers
 Fr. 50.-- participaziun a la tschaina il mardi
 saira

Plinavant èn planisads referats curts e lavuratoriis.

Ulteriuras infurmaziuns As dat la Lia rumantscha a Cuir, telefon: 081 / 258 32 20, fax: 081 / 258 32 23.

5. Minderheitensprachen im Kontext: Standardisierung und Diversität

Thematik des Symposiums

Das Symposium will zu Analysen und Überlegungen zu den unterschiedlichen Dimensionen der Kontexte anregen, in denen Minderheitensprachen gesprochen, unterrichtet und in sprachplanerische Entscheidungsprozesse einbezogen werden. Unter Beachtung der schweizerischen Situation und anderer vergleichbarer Situationen sollen Kontexte beschrieben und zu deren Verständnis geeignete Konzepte und Analyseinstrumente untersucht werden.

Thema 1: Standardisierung der Minderheitensprachen

Sprachplanungsprojekte für Minderheitensprachen sehen sich nicht nur mit den Erfordernissen der Sprachplanung und -politik, sondern auch mit der "ökologischen" Dynamik der Sprache konfrontiert - eine Dynamik, welche die sozio-kulturellen und affektiven Dimensionen der Sprache als erfahrbares Phänomen umfasst, so insbesondere in den Bereichen der Standardisierung, Modernisierung, Wortneuschöpfung und Registerdiversifikation.

Thema 2: Minderheiten- und Mehrheitssprachen: Koexistenz, Beziehungen und Sprachmischung

Vor allem in städtischen Sozialräumen lassen mehrsprachige Kommunikationsformen neuartige Arten des Kontakts und der Hybridisierung zwischen verschiedenen Minderheitensprachen und zwischen Mehrheits- und Minderheitensprachen entstehen. Solche Formen der Koexistenz laden dazu ein, die Kategorie der "Minderheitensprache" zu hinterfragen und zu erweitern.

Thema 3: Minderheitensprachen in der Schule

Die Schule ist ein Ort, wo die Frage der Integration von Minderheitensprachen sich auf der Ebene der Institutionen ebenso stellt (z.B. Konzeption von Lehrpläne) wie auf der Ebene der alltäglichen sozialen Praktiken (z.B. Steuerung der Interaktion in Schulstunden). In diesem Sinne ist die Schule ein interessantes Laboratorium zur Erforschung der Entwicklung von Minderheitensprachen.

- Ort: Grossratssaal Chur
Datum: Montag, 21. September - Mittwoch, 23. September 1998
Unterkunft: durch das Verkehrsbüro Chur
Referenten: Florian Coulmas (Tokyo)
Standardisierung von Minderheitensprachen
Bernard Poche (Grenoble), Christopher Candlin (Sydney)
Minderheiten- und Mehrheitssprachen: Koexistenz und Sprachmischung
Mehandra Verma (York)
Minderheitensprachen in der Schule
- Tagungskosten: Fr. 70.-- für Studenten
Fr. 110.-- für VALS-Mitglieder
Fr. 150.-- für Nicht-Mitglieder
Fr. 50.-- für das Abendessen vom Dienstag

Ausserdem sind Kurzreferate und Workshops geplant.

Weitere Auskünfte erteilt die Lia Rumantscha in Chur, Telefon: 081 / 258 32 20, Fax: 081 / 258 32 23.